



PREFET DE LA MARNE

Direction départementale des Territoires
Service Environnement Eau
Préservation des Ressources
Cellule Procédures Environnementales
FP
Installations classées
N° 2013-MD-84-IC

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
à l'encontre de
la société CRISTANOL,
site agro-industriel de Bazancourt et Pomacle**

le préfet
de la région Champagne Ardenne
préfet du département de la Marne

Vu :

- le code de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- l'arrêté préfectoral n° 2007-AP-62-IC du 29 mai 2007 autorisant la société CRISTANOL à exploiter son établissement situé sur le territoire des communes de Bazancourt et Pomacle,
- les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2009-APC-188-IC du 30 décembre 2009 et n° 2011-APC-115-IC du 5 septembre 2011 modifiant l'arrêté pré-cité,
- le compte-rendu et les constats établis le 15 mai 2013, lors de la visite d'inspection du site par l'inspection des installations classées,
- la réponse de la Société Cristanol à ces constats, en date du 29 mai 2013,
- le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 4 juillet 2013.

Considérant :

- que la visite d'inspection du 15 mai 2013 a révélé que les rejets en acétaldéhyde de certaines installations ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 septembre 2011 sus visé,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la Marne

Arrête :

Article 1 -

La Société CRISTANOL, sise 1 RD 20A sur le territoire des communes de Bazancourt et Pomacle, est mise en demeure de réduire la concentration des rejets atmosphériques en acétaldéhyde du site qu'elle exploite à Bazancourt et Pomacle, à un maximum de 20 mg/Nm³, conformément à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 septembre 2011.

Article 2 -

Les documents (résultats de campagne de mesure des rejets atmosphériques en acétaldéhyde, etc.) justifiant de la réalisation des prescriptions de l'article 1 doivent être remis à l'inspection des installations classées dans **un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Pour les installations ne fonctionnant pas dans ce délai des six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées les résultats de campagne de mesure des rejets atmosphériques en acétaldéhyde **dans un délai de 2 mois à compter de la remise en fonctionnement des installations.**

Article 3 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 – Recours

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Direction de la prévention et des Risques – bureau du contentieux – Arche Paroi Nord - 92055 La Défense Cedex, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons en Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 – Châlons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 5 : Exécution et diffusion

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne Ardenne ainsi que l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Monsieur le sous-préfet de Reims, à l'agence régionale de santé de Champagne Ardenne, délégation territoriale de la marne, au service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, ainsi qu'à Messieurs les maires de Bazancourt et de Pomacle qui en donneront communication à leur conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le directeur de la société CRISTANOL dont le siège social est situé 1 route départementale 20 A à Bazancourt (51110).

Messieurs les maires de Bazancourt et de Pomacle procéderont à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, ils dresseront un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Châlons-en-Champagne, le **05 AOUT 2013**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général de la préfecture



Francis SOUTRIC